

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023-2025

Présenté au congrès 2025



À LA CROISÉE

repenser
résister
reconstruire

DES CHEMINS



*Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux*

TABLE DES MATIÈRES

3	Rapport du comité exécutif
10	Rapport d'activités des secteurs et services
11	Action féministe
15	Action sociopolitique
18	Communications
23	Équité salariale et évaluation des emplois
27	Formation et éducation syndicales
30	Négociation nationale
33	Organisation syndicale
36	Organisation du travail et enjeux professionnels
40	Relations de travail
44	Santé et sécurité du travail
47	Sécurité sociale

RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025



RAPPORT DU COMITÉ EXÉCUTIF

Le mandat 2023–2025 de l'APTS s'est déroulé dans un contexte de bouleversements majeurs. À peine sortie d'une négociation nationale historique, notre organisation a été propulsée dans une nouvelle transformation du réseau public de la santé et des services sociaux avec l'adoption sous bâillon du projet de loi n° 15 et la création de Santé Québec en tant qu'employeur unique. Cette énième réforme a imposé une redéfinition de notre environnement syndical, de nos structures internes et de nos stratégies d'action.

Face à ces changements, le comité exécutif a veillé à la poursuite de la mission de l'APTS, tout en mettant en place des espaces de réflexion pour une transformation organisationnelle ambitieuse afin d'adapter notre organisation au nouveau contexte du réseau public, dans le but de toujours mieux servir nos 68 000 membres, tant dans nos prises de position politiques qu'en matière de relations de travail ou dans les services offerts aux équipes locales.

Ce rapport présente les grandes réalisations du mandat, guidées par les trois axes du *Plan des priorités d'action nationale 2023–2025*, mettant en lumière les avancées, les défis relevés et les chantiers amorcés pour l'avenir.

AXE N°1

Favoriser une vie syndicale plus mobilisatrice, autonome, féministe et inclusive

Une mobilisation syndicale de plus en plus enracinée

L'APTS a poursuivi la consolidation de sa culture de mobilisation au cours du mandat. Le troisième appel de projets de la structure permanente de mobilisation a permis de soutenir des initiatives locales variées, adaptées aux réalités des milieux. Ces projets ont renforcé l'autonomie des équipes locales et leur capacité à mobiliser les membres autour de sujets syndicaux et sociopolitiques.

Par ailleurs, en plus du camp syndical — rassemblant chaque année au printemps des militant·e·s de toutes les régions — des initiatives locales, soutenues par le national, ont permis l'organisation de camps syndicaux locaux dans plusieurs régions au cours du mandat. Ensemble, ces événements témoignent d'un syndicalisme militant bien enraciné, faisant écho aux préoccupations des membres. Ces espaces de formation, de réflexion et d'action ont permis de politiser davantage les militant·e·s et de renforcer le sentiment d'appartenance à l'APTS.

Une démocratie syndicale vivante et renouvelée

Tout au long du mandat, l'APTS a multiplié les occasions de consultation et de dialogue avec ses membres. En plus des assemblées générales annuelles, plusieurs assemblées générales spéciales ont été tenues pour permettre aux membres de se prononcer sur des enjeux majeurs, notamment l'entente de principe pour la convention collective 2023-2028 et l'entente sur le Processus unique de reconnaissance de l'ancienneté (PURA). À celles-ci s'ajoutent d'innombrables tournées d'établissement, rencontres informelles de membres, consultations pour les États généraux du syndicalisme, etc. Cette pratique a renforcé la légitimité de nos décisions collectives tout en réaffirmant notre engagement envers une démocratie syndicale active.

Une organisation plus affirmée et représentative

L'APTS a franchi un cap important dans son développement organisationnel en soulignant son 20^e anniversaire. Elle ne se perçoit plus comme une jeune organisation en construction, mais comme une force syndicale mature, capable de se remettre en question et d'évoluer.

Les travaux entrepris pour adapter notre modèle syndical à l'arrivée de Santé Québec ont permis de repenser nos structures locales, nos instances et nos modes de représentation, dans le but de toujours mieux répondre aux besoins des membres dans un réseau encore plus centralisé. Ces réflexions sont appelées à se poursuivre lors du prochain mandat.



Cette évolution était accompagnée d'un effort soutenu pour intégrer les différentes cultures organisationnelles issues de notre histoire. L'APTS assume aujourd'hui son identité syndicale propre, construite à partir de cette diversité, tournée vers l'avenir.

Une vie syndicale plus inclusive

Les comités nationaux sur la diversité culturelle et sur la diversité sexuelle et la pluralité de genres ont poursuivi leur développement, dépassant la phase de déploiement pour devenir des leviers d'action structurants. Ils ont produit des outils concrets pour les équipes locales — comme des guides et des lexiques — et ont contribué à sensibiliser l'organisation aux questions d'inclusion et de représentation. On assiste d'ailleurs maintenant au déploiement d'éditions locales de ces comités.

Le *Guide de bonnes pratiques pour un accès égalitaire à la militance*, déployé durant le mandat, constitue également une avancée importante pour favoriser une participation syndicale plus équitable et représentative.

AXE N° 2

Promouvoir un réseau de la santé et des services sociaux public, gratuit, universel, accessible, humain et durable

Une campagne politique audacieuse et engageante

Face à la réforme du réseau et aux menaces de privatisation, l'APTS a déployé la campagne politique « Un réseau fort : et si on osait pour vrai? », qui a pris son envol en février 2025, succédant à la campagne « Une alliance forte pour un réseau fort ». Cette initiative propose une vision du réseau public reposant sur l'accessibilité, la qualité des soins et services ainsi que sur la reconnaissance du rôle essentiel du personnel professionnel et technique.

Elle se décline également autour de thématiques ciblées, notamment l'accès aux soins et services en régions éloignées ainsi que le continuum de soins et services aux personnes en perte d'autonomie. Ces déclinaisons permettent de braquer les projecteurs sur les défis spécifiques de certain·e·s groupes de membres, missions du réseau public ou régions du Québec, tout en renforçant la portée de notre message politique.

Cette campagne est appelée à évoluer dans les prochains mois afin de soutenir le discours politique de l'APTS dans un contexte préélectoral.

Une voix syndicale influente dans l'espace public

L'APTS a été présente sur toutes les tribunes pour faire entendre la voix de ses membres. Elle a été sollicitée à plusieurs reprises pour intervenir en commission parlementaire, où elle a présenté des mémoires solides et bien documentés sur les projets de loi touchant le réseau de la santé et des services sociaux.

Notre organisation a également multiplié les rencontres ministérielles, les actions de visibilité et les interventions médiatiques, consolidant sa crédibilité et sa notoriété auprès des décideur-se-s politiques, des représentant-e-s des médias ainsi que du grand public.

Des alliances syndicales stratégiques

La participation de l'APTS au Front commun intersyndical a marqué un tournant dans notre histoire. Pour la première fois, un syndicat indépendant s'est joint aux centrales syndicales pour les négociations du secteur public, renforçant notre capacité d'action et notre poids politique.

Après la fin des négociations, ce partenariat s'est notamment poursuivi à travers des échanges réguliers et des collaborations sur des dossiers communs. L'APTS joue également un rôle de leader dans le cadre des États généraux du syndicalisme, en partenariat avec les principales organisations syndicales québécoises. Cette initiative, qui se poursuivra lors du prochain mandat, permet de réfléchir collectivement à l'avenir du mouvement syndical et à des stratégies de renouvellement.

AXE N° 3

Assurer à nos membres des conditions de travail et d'exercice plus justes, saines et sécuritaires

Une négociation nationale historique

La négociation nationale pour la convention collective 2023-2028 a été un moment fort en début de mandat. L'APTS a joué un rôle crucial dans la mobilisation du Front commun, avec notamment le plus long exercice de grève du secteur public québécois, soit 11 journées. Le 23 novembre 2023 a également marqué l'histoire, alors que l'on fracassait le record du plus grand nombre de personnes en grève de l'histoire récente du Canada. Plus de 570 000 travailleur-se-s exerçaient alors ce droit fondamental, soit plus de 10 % de la population active québécoise.

Cette mobilisation sans précédent a permis d'obtenir une entente de principe importante, adoptée par les membres en assemblées générales spéciales à l'hiver 2024. En plus d'augmentations salariales de 17,4 %



— pouvant être bonifiées selon l’inflation — les gains obtenus touchent plusieurs aspects des conditions de travail : bonification importante des primes pour quart de travail défavorable ou milieux difficiles, remboursement des cotisations aux ordres professionnels, amélioration des mesures de conciliation famille-travail et meilleure reconnaissance du temps supplémentaire, pour n’en nommer que quelques-uns.

Ces gains obtenus sont significatifs et l’APTS poursuit activement ses démarches pour en élargir la portée et améliorer les conditions de travail et d’exercice de ses membres.

Un contexte de négociation qui devient permanent

Au-delà de la ronde officielle de négociation, la multiplication des comités paritaires interrondes et des ententes particulières a contribué à faire de la négociation un processus désormais quasi permanent. Cette nouvelle réalité impose une adaptation constante de nos stratégies et une mobilisation soutenue de nos ressources.

L’APTS a poursuivi son travail sur plusieurs fronts, sans ménager les efforts pour défendre les droits de ses membres et saisir toutes les occasions d’améliorer leurs conditions de travail et d’exercice. Ce mandat a notamment été marqué par :

- le déploiement des primes prévues à la convention collective et les pressions faites pour en exiger le paiement;
- le processus unique de reconnaissance de l’ancienneté (PURA);
- l’entente sur l’équipe volante publique, visant la stabilité des soins et services dans les régions en difficulté;
- la négociation de primes particulières visant à favoriser la rétention de la main-d’œuvre dans le domaine de l’imagerie médicale en Outaouais;
- des mesures pour mieux reconnaître le temps supplémentaire en protection de la jeunesse, déclenchées lorsque les listes d’attente atteignaient un seuil critique.

Des avancées concrètes en santé et sécurité du travail

La mise en œuvre de la *Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail* (LMRSST) a été un chantier majeur. L’APTS a accompagné les équipes locales dans la désignation de responsables SST, la mise en place de structures de prévention et la formation des membres.

Ce travail a permis de mieux organiser la prévention, de sensibiliser les membres aux risques professionnels et de renforcer notre capacité d’intervention dans les milieux.

La lutte se poursuit néanmoins en ce qui concerne les mécanismes de prévention et de participation en établissement afin d’éviter un régime à deux vitesses, discriminatoire pour les travailleur·se·s des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l’éducation.

Des outils pour soutenir les membres

Plusieurs outils ont été développés et rendus disponibles aux équipes locales pour mieux répondre aux besoins des membres :

- le guide sur la charge de travail, accompagné de 10 fiches techniques;
- des formations spécialisées en relations de travail, en organisation du travail et en mobilisation;
- des outils d'information sur les gains obtenus dans les conventions collectives.

Ces outils ont contribué à renforcer le pouvoir d'agir des membres face aux défis quotidiens rencontrés dans leurs milieux de travail respectifs.

Une reconnaissance accrue de l'expertise du personnel professionnel et technique

L'APTS a obtenu la création de trois nouveaux titres d'emploi, issus de revendications syndicales, soit psychothérapeute, conseiller-ère en milieux pédiatriques et administrateur·trice d'actif en imagerie médicale.

Ces avancées témoignent de notre capacité à faire reconnaître les expertises de nos membres et à améliorer l'accès aux services dans des secteurs névralgiques comme la santé mentale et l'imagerie médicale.

Une mobilisation sans précédent pour les laboratoires

Le 6 mai 2024, l'APTS a organisé la journée nationale de réflexion « En avant pour l'avenir des laboratoires », qui a réuni toutes les parties prenantes du réseau autour de la situation des laboratoires de biologie médicale. Cette initiative a mené à une déclaration commune, puis à l'adoption d'une motion à l'Assemblée nationale pour reconnaître l'importance stratégique des laboratoires dans le réseau public et mettre de l'avant des solutions pour lutter contre la pénurie de personnel qui menace ces services.

Une organisation solide, tournée vers l'avenir

Le mandat 2023-2025 aura été celui de la transformation, de la consolidation et de l'affirmation. L'APTS a su s'adapter à un réseau en mutation, renforcer sa mobilisation, affirmer son leadership et défendre les droits de ses membres avec rigueur et détermination.

Ce bilan témoigne de notre engagement collectif, de notre capacité d'action et de notre volonté de bâtir un syndicalisme fort, inclusif et porteur d'avenir. Alors que de nouveaux défis se profilent à l'horizon, notre organisation peut aborder le prochain mandat avec confiance, solidarité et une vision claire de notre rôle dans la défense du réseau public et des conditions de travail de nos 68 000 membres.

RAPPORT D'ACTIVITÉS DES SECTEURS ET SERVICES

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

CONGRÈS 2025

ACTION FÉMINISTE



ACTION FÉMINISTE

MISSION

La mission du secteur de l'action féministe est de développer une approche féministe dans la tenue d'activités au sein des comités et instances de l'APTS, en plus de sensibiliser les membres aux problématiques affectant davantage les femmes. Le secteur collabore avec différents organismes en vue de développer des liens de solidarité pour la défense des dossiers sociaux visant la santé et les droits des femmes. Il participe au développement des droits parentaux et des mesures de conciliation famille-travail-études. De plus, il s'assure de l'application de la politique visant à contrer la violence en milieu de travail. Pour remplir sa mission, le secteur peut compter sur l'engagement des membres du comité national ainsi que des responsables locales de l'action féministe. Il favorise l'adhésion des membres aux enjeux liés aux conditions de travail et à la santé des femmes, développe et propose des activités au plan local ou national.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Émilie Charbonneau
(Sandra Etienne)

DIRECTION

Nadine Beaudoin
(Merlin Trottier-Picard)
Valérie Blouin

COORDINATION

Julie Daignault
Élaine Giroux

SECRÉTARIAT

Cathy Voyer

ACTIVITÉS COURANTES

- Veille et analyse des actualités féministes et des affaires parlementaires qui touchent particulièrement les femmes;
- rôle-conseil à la négociation sur les enjeux relatifs aux droits parentaux, à la conciliation famille-travail et aux demandes salariales;
- rôle-conseil sur le harcèlement psychologique et les droits parentaux auprès des personnes conseillères;
- participation aux comités aviseurs qui se prononcent sur les dossiers de harcèlement à la suite d'une enquête;
- représentation au sein de différentes coalitions;
- organisation d'activités de formation et d'information pour soutenir le réseau des responsables locaux-ales;
- octroi des formations sur l'ADS+ (Analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle), les droits parentaux, le harcèlement psychologique ou la violence conjugale auprès des personnes élues et/ou des personnes conseillères.

RÉALISATIONS 2023–2025

Droits des femmes

- Participer au Collectif 8 mars en 2024 (*Ça gronde*) et en 2025 (*Encore en lutte*) dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes;
- coordonner le dossier des recours au RQAP à la suite du versement découlant de l'application de la *Loi sur l'équité salariale (LÉS)* et de la *rétroactivité salariale liée au renouvellement de la convention collective*, et ce, en collaboration avec le secteur de l'équité salariale et de l'évaluation des emplois;
- contribuer à la production des mémoires de l'APTS et de l'Intersyndicale des femmes (IF) sur les PL 59 et PL 101;
- organiser des journées annuelles des réseaux de l'IF : *Les avancées juridiques et sociales en matière de violences à caractère sexuel* avec Kharoll-Ann Souffrant et Dalia Gesualdi-Fecteau (2024) et *Se mobiliser face à la montée des discours de droite* avec Véronique Pronovost et Alexandre Dumas (2025);
- participer à la Coordination québécoise de la Marche mondiale des femmes : préparation du grand rassemblement du 18 octobre 2025;
- participer aux assemblées générales de la Fédération des femmes du Québec;
- participer à la Coalition pour la conciliation famille-travail-études (CCFTÉ);
- participer à la manifestation Riposte pro-choix du 31 mai 2024;
- participer au 30^e anniversaire de la marche Du pain et des roses;
- organiser l'événement de l'APTS pour la Journée internationale des droits des femmes de 2025 : soirée-causerie *Encore en lutte* avec Martine Delvaux.

Militance féministe

- Analyser des réalités des personnes élues en matière de conciliation famille-travail-vie personnelle (sondage et rapport);
- élaborer et diffuser le guide *En route vers un accès égalitaire à la militance*;
- élaborer et présenter la formation *Incarner notre discours féministe* — tournée des exécutifs locaux;
- participer à l'élaboration du programme de formation du camp syndical;
- analyser et présenter des données APTS sur les prises de parole femmes/hommes en instances, en collaboration avec le service de la recherche;
- organiser la formation *Leadership féminin* offerte par Rosette Côté au conseil général (CG) de juin 2025.

Violence envers les femmes

- Développer et donner la formation *Violences et harcèlement en milieu de travail : Mieux vaut prévenir que guérir* en collaboration avec les secteurs de la SST et de la FÉS;
- organiser une conférence de Juripop au CG de juin 2024 sur l'évolution juridique des violences à caractère sexuel;
- participer aux actions de l'IF pour obtenir 10 jours de congés payés pour les victimes de violence conjugale (rencontre avec le ministre du Travail, Jean Boulet, avec les partis de l'opposition et publication d'une lettre ouverte);
- organiser un webinaire avec l'IF sur l'introduction aux réalités trans et non binaires au travail avec TransEstrie;
- réaliser une vidéo de sensibilisation sur les cyberviolences dans le cadre des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes, en collaboration avec le secteur des communications.

Intersectionnalité

- Présenter la formation sur l'ADS+ aux nouvelles personnes élues.

ACTION SOCIOLOGIQUE



ACTION SOCIOPOLITIQUE

MISSION

Le secteur de l'action sociopolitique alimente la réflexion et oriente les actions de l'APTS en conformité avec les valeurs de sa *Déclaration de principes*. Il analyse différents enjeux sociopolitiques en accordant une importance particulière à ceux qui affectent le personnel professionnel et technique du réseau de la santé et des services sociaux. Il développe différents outils d'information pour les personnes élues et pour l'ensemble des membres de l'APTS. Il tisse des liens de solidarité avec les organisations qui mènent les mêmes luttes sociales et politiques. Ce secteur participe aussi activement à l'organisation d'activités de sensibilisation et de mobilisation visant à influencer les décideur-se-s politiques.

ACTIVITÉS COURANTES

- Veille et analyse de l'actualité et des affaires parlementaires (projets de loi, rapports, études) en lien avec le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS);
- rôle-conseil auprès des instances de l'APTS sur les orientations sociopolitiques à préconiser;
- rédaction de documents de réflexion ou de prises de position sur des questions sociopolitiques (avis, mémoires, réactions à des projets de loi ou de règlement, lettres d'opinion, etc.);
- représentation au sein de différentes coalitions;
- participation à la conception d'outils d'information et de mobilisation autour de certains enjeux sociopolitiques;
- soutien aux activités locales liées à l'application de la politique de développement durable;
- mise à jour et alimentation de la page Carrefour action politique (CAP-APTS).

RÉALISATIONS 2023-2025

Plan santé

- Coordonner la réaction intersectorielle de l'APTS à la réforme du RSSS;
- procéder à la tournée des conseils syndicaux pour informer et outiller les exécutifs locaux sur le Plan santé.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Émilie Charbonneau

DIRECTION

Nadine Beaudoin
(Merlin Trottier-Picard)

COORDINATION

Stéphane Roberge
(Marie-Hélène Arruda)

RECHERCHE

Philippe Hurteau
Guillaume Plourde

SECRÉTARIAT

Cathy Voyer

Campagne politique

- Coordonner les (sous-) campagnes politiques de l'APTS : *Une alliance forte pour un réseau fort* ainsi que *Un réseau public fort : et si on osait pour vrai?*, et leurs déclinaisons;
- organiser les éditions 2024 et 2025 du camp syndical de l'APTS.

Privé en santé et services sociaux

- Organiser la campagne de dénonciation de la place grandissante du privé en santé *Tout sauf santé*, en collaboration avec les partenaires de la Coalition solidarité santé;
- faire la tournée des conseils syndicaux pour informer et outiller les exécutifs locaux sur les mythes entourant la privatisation.

Comités nationaux

- Élaborer la position APTS sur les conflits armés;
- soumettre les recommandations de la table spécifique en environnement pour améliorer la politique de remboursement de frais;
- poursuivre les activités de réseautage et de formation des membres de la table spécifique en environnement;
- outiller les exécutifs locaux pour favoriser leur implication dans la défense de la diversité sexuelle et de la pluralité de genres ainsi que de la diversité culturelle (guide et bottins de ressources).

Budget du Québec

- Participer aux consultations et aux huis clos budgétaires organisés par le gouvernement du Québec.

COMMUNICATIONS



COMMUNICATIONS

VOLET COMMUNICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES

MANDAT

Le mandat du service des communications et des relations publiques est d'assurer une circulation optimale de l'information, à l'interne comme à l'externe, ainsi que définir, promouvoir et protéger l'image publique de l'APTS. L'accroissement de la visibilité et de la notoriété de l'APTS est l'objectif prioritaire, ce qui implique de développer et de consolider des liens avec d'autres organisations syndicales et communautaires, des décideur·se·s politiques et d'autres partenaires externes, ainsi qu'avec les médias.

Le service des communications exerce aussi un rôle-conseil et de soutien auprès de la présidence, des membres du comité exécutif et des personnes représentantes nationales lors des interventions publiques et politiques. Il conseille également les ressources des secteurs, tant pour la conception des campagnes promotionnelles que pour les opérations de relations publiques.

VOLET RÉDACTION ET RELATIONS PUBLIQUES

ACTIVITÉS COURANTES

- Rédaction et diffusion de quelque 186 communiqués de presse (incluant des partenariats);
- rédaction et publication de 23 lettres ouvertes dans des journaux en collaboration avec des organisations syndicales et des acteur·rice·s de la société civile;
- participation à la rédaction de contenus dans des cahiers spéciaux du journal *Le Devoir*;
- réalisation des documents imprimés et audiovisuels destinés aux CG et autres instances;
- rédaction de mémoires dans le cadre des consultations prébudgétaires et de l'étude de divers projets de loi, en collaboration avec les équipes des secteurs concernés;
- soutien pour la mise en place de stratégies médiatiques;

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Robert Comeau

DIRECTION

Julie Lavigne
(Lucie Proulx)

PRODUCTION

Virginie Duval
(Lucie Proulx)

RÉDACTION

Leïla Asselman
(Raynald Banville)

RELATIONS PUBLIQUES

Maxime Clément
Leïla Asselman
Marc-Antoine Audette

WEB ET MÉDIAS SOCIAUX

Vicki Milot

TRADUCTION

Catherine Browne
Rhonda Mullins

GRAPHISME

Patrick Mathieu
Guadalupe Pérez Pita

SOUTIEN ET RÉVISION

Muriel Beaudet

- contacts réguliers et collaboration avec les cabinets ministériels de la Santé et des Services sociaux, du Travail, du Conseil du trésor ainsi qu’avec les équipes des partis politiques d’opposition;
- rédaction et publication de l’infolettre *Fil@pts* et de bulletins divers.

RÉALISATIONS 2023-2025

- Faire des relations publiques lors de l’exercice de la grève et de la conclusion des négociations du secteur public en Front commun;
- développer un dossier médiatique d’ampleur nationale sur la situation des laboratoires OPTILAB, diffusé à TVA, et offrir du soutien dans le cadre de la journée nationale de réflexion « En avant pour les laboratoires »;
- collaborer à l’organisation du lancement des États généraux du syndicalisme;
- collaborer avec de nombreux médias pour dénoncer les effets des compressions budgétaires sur les soins et services offerts à la population;
- obtenir la participation de l’APTS au huis-clos du budget du Québec pour les années 2024-2025 et 2025-2026 et produire des mémoires;
- lancer et mettre en œuvre la campagne politique *Un réseau public fort, et si on osait pour vrai?*, ainsi que la sous-campagne *Avoir de l’ambition pour nos régions*;
- positionner l’organisation auprès des parlementaires et présenter des mémoires lors de 7 commissions parlementaires (PL 37, PL 42, PL 53, PL 83, PL 89, PL 100, PL 101).

Nombre de retombées médiatiques (du 1^{er} juin 2023 au 31 mai 2025)

	2023-2024	2024-2025
En ligne	3 733	1 173
Imprimés	424	161
Radio	6 597	1 286
Télévision	644	224
TOTAL	11 398	2 844

VOLET PRODUCTION

ACTIVITÉS COURANTES

- Conception, promotion et protection de l'image publique de l'APTS;
- réalisation de l'ensemble de la création et de la production des campagnes promotionnelles nationales et médiatiques de l'organisation;
- production des outils d'information, de promotion et de communication de l'APTS.

Quelques exemples de campagnes et outils produit·e·s du 1^{er} juin 2023 au 31 mai 2025

- 20 ans de l'APTS
- Santé Québec — Turbulences en vue
- Les labos, c'est nous!
- Pas de risque à prendre (SST)
- Charge de travail
- Où sont nos primes?
- Non au PL 101!

VOLET NUMÉRIQUE

RÉALISATIONS 2023-2025

Site Web

- Doubler l'achalandage du site Web aptsq.com (de 1 263 267 visites durant le mandat précédent à 2 253 217 en 2023-2025) et accroître le temps moyen par page de 11 %, notamment en période de grève et grâce à l'outil de projection de revenus.

Réseaux sociaux

- Doubler le nombre d'abonné·e·s Instagram et accroître le nombre d'abonné·e·s LinkedIn de 95 % et celui d'abonné·e·s Facebook de 30 %;
- lancer les comptes officiels TikTok et Bluesky de l'APTS;
- mettre fin aux activités sur Twitter/X et au placement publicitaire sur les plateformes de Meta.

VOLET TRADUCTION

MANDAT

Sans se définir comme une organisation bilingue, l'APTS offre un service de qualité aux membres qui sont plus à l'aise avec la langue anglaise en leur assurant une bonne compréhension de ses communications écrites. Le service des communications traduit vers l'anglais les documents essentiels de l'APTS en respectant le sens politique et le contenu technique des textes français, lesquels constituent toujours les versions officielles.

ACTIVITÉS COURANTES

- Traduction de documents nationaux destinés aux membres : convention collective, statuts de l'APTS, documents relatifs au RREGOP et à l'assurance collective, documents et outils provenant des secteurs et services, publications périodiques de l'APTS, communiqués de presse ayant une portée nationale;
- mise à jour du site Web public de l'APTS en anglais.

Quelques exemples de textes traduits du 1^{er} juin 2023 au 31 mai 2025

- Documents liés à la négociation de la convention collective 2023-2028 : communiqués du Front commun et de l'APTS; bulletins *Info-Négo* et *Le Point négo*; tracts, visuels, slogans, documents de mobilisation; documents pour les assemblées générales spéciales;
- *Convention collective 2023-2028*;
- mise à jour des statuts et de la nomenclature des titres d'emploi;
- documents associés à la campagne politique *Un réseau public fort, et si on osait pour vrai?*;
- *L'APTS en alerte*;
- lexique sur la diversité culturelle;
- bulletin *Équité et relativités salariales*;
- guide pour constituer un dossier en appui à une plainte en matière d'équité;
- bulletins du Comité consultatif centres jeunesse;
- dossier sur le décloisonnement;
- dossier sur la situation des laboratoires — OPTILAB;
- déclaration commune sur l'avenir des laboratoires de biologie médicale;
- guide sur la charge de travail;
- bulletins des comités interrondes;
- *Fil@pts* pour les membres et pour les exécutifs locaux;
- Infolettres locales : *L'informateur* et *Il était une fois dans l'Ouest*.

ÉQUITÉ SALARIALE ET ÉVALUATION DES EMPLOIS



ÉQUITÉ SALARIALE ET ÉVALUATION DES EMPLOIS

MISSION

La mission du secteur de l'équité salariale et de l'évaluation des emplois consiste à assumer les responsabilités relatives aux dossiers de l'équité salariale, de son maintien, de l'application de l'article 36 des dispositions nationales de même que de la structure salariale.

ACTIVITÉS COURANTES

- Formation et soutien des personnes conseillères et représentantes nationales en matière d'équité salariale et d'évaluation des emplois;
- information aux membres sur l'avancement des différents dossiers actifs;
- accompagnement et conseil pour les personnes conseillères dans la réalisation des exercices de maintien d'équité salariale dans les établissements hors réseau;
- organisation de rencontres nationales avec les membres de certains titres d'emploi pour les tenir informé-e-s de l'avancement de leur dossier et assurer une vigie des changements affectant leur emploi;
- étude et suivi des lois régissant l'équité salariale et son maintien, de même que des activités découlant des différents exercices de maintien;
- application de l'article 36 des dispositions nationales, régissant la création de nouveaux titres d'emploi et les modifications à la nomenclature;
- application des lettres d'entente relatives au secteur de l'équité salariale et de l'évaluation des emplois;
- formation et soutien des personnes conseillères et représentantes nationales;
- information des membres par différents outils, dont un bulletin périodique.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Pascale Leclair-Gingras

DIRECTION

Lisa Vachon
(Sébastien Paquin-Charbonneau)

COORDINATION

Jonathan Fortin
Marie-Claudel Vincent
Véronique de Tonnancour
Audrée Debellefeuille-Dunberry

RECHERCHE

Solange Debrat
Elise Boily
(François Desrochers)

SECRÉTARIAT

Guylaine Bossé
(Roxanne Laroche, Sacha Deveth-Lalande)

RÉALISATIONS 2023-2025

Maintien de l'équité salariale (MÉS) 2010

- Poursuivre les représentations relatives aux plaintes de mauvaise foi au nom des physiothérapeutes auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) et du Tribunal administratif du travail (TAT).

MÉS 2015

- Participer activement à l'enquête et aux compléments d'enquête de la CNESST sur les plaintes spécifiques déposées dans le cadre du MÉS 2015, notamment en produisant des argumentaires étayés par un travail de recherche approfondie;
- fournir du soutien technique aux personnes représentantes nationales et aux membres sollicité-e-s comme témoins dans le cadre de l'enquête de la CNESST sur les plaintes syndicales relatives au MÉS 2015.

MÉS 2020

- Identifier, colliger et analyser des événements de maintien survenus dans les catégories d'emploi techniques et professionnels entre 2015 et 2020;
- déposer et administrer les plaintes syndicales contestant la conformité des travaux de maintien du Conseil du trésor et élaborer les argumentaires spécifiques aux catégories d'emploi;
- offrir une représentation syndicale à l'égard des plaintes individuelles de mauvaise foi à l'encontre du Conseil du trésor;
- participer avec la CNESST et le Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) aux séances de la phase de conciliation en lien avec cet exercice.

MÉS 2025

- En Intersyndicale, contribuer à la mise sur pied d'un comité conjoint de maintien de l'équité salariale 2025 avec le Conseil du trésor.

Contestation RQAP

- En collaboration avec le secteur de l'action féministe, développer la défense syndicale dans le cadre du recours contestant la décision du RQAP de refuser de corriger de façon rétroactive les prestations à la suite du versement de rétroactivités salariales dues avec l'application de la LÉS et du renouvellement de la convention collective.

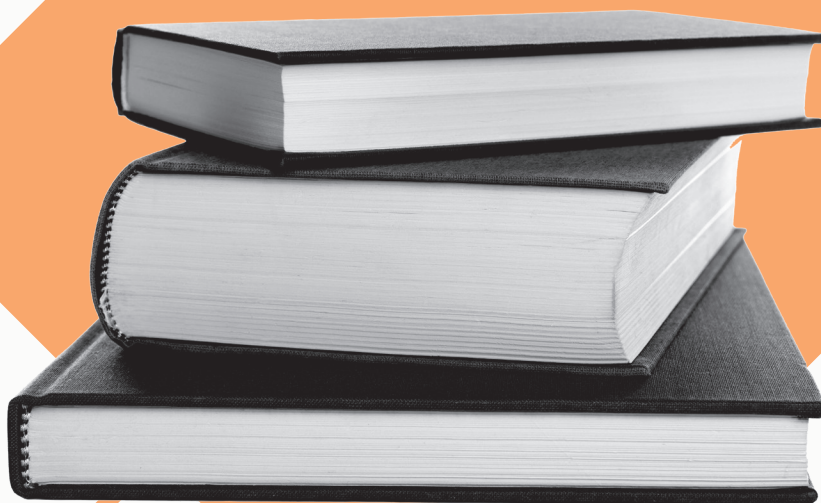
Prochain renouvellement des dispositions nationales

- Élaborer les revendications de l'APTS dans le cadre du comité national concernant les enjeux professionnels de certains titres d'emploi de la catégorie des technicien-ne-s et professionnel-le-s.

Modifications à la *Nomenclature des titres d'emploi, des libellés, des taux et des échelles de salaire du réseau de la santé et des services sociaux*

- S'illustrer comme l'organisation ayant déposé le plus grand nombre de demandes depuis 2023;
- élaborer les revendications de l'APTS dans le cadre du comité national concernant les enjeux professionnels de certains titres d'emploi;
- préparer et participer aux journées d'audience tenues dans le cadre de l'arbitrage portant sur la valeur définitive des catégories d'emplois de sexologue-clinicien-ne, d'infirmière clinicienne spécialisée et d'intervant-e spécialisé-e en pacification et en sécurité;
- coordonner les travaux entourant la création du titre d'emploi d'administrateur·trice d'actifs d'imagerie suprarégionaux, lesquels ont culminé avec une acceptation de la demande par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) permettant ainsi de consacrer ce développement important à la Nomenclature pour la famille de l'imagerie médicale;
- élaborer et soumettre des demandes de création et de modifications de titres d'emploi de psychothérapeute et ses binômes en santé mentale (ergothérapeute, travailleuse sociale, psychoéducatrice, conseiller en orientation et criminologue), réviseure (modification au libellé), conseillère en milieu pédiatrique, technologue en radiodiagnostic — spécialité de pratique autonome d'insertion d'un cathéter veineux central par approche périphérique (Piccline) et chercheur en établissement;
- coordonner les travaux préparatoires au processus de réévaluation du titre d'emploi de thérapeute par l'art, notamment le déroulement de la phase de complétion des questionnaires d'évaluation de l'emploi;
- poursuivre les représentations auprès du MSSS pour assurer la mise en œuvre de la décision arbitrale statuant sur la valeur de l'emploi des coordonnateur·trice-s techniques en génie biomédical (CT-GBM) et offrir du soutien technique aux équipes locales en lien avec l'application de celle-ci;
- faire les représentations auprès du MSSS afin d'obtenir l'annulation du projet d'abolition du titre d'emploi n° 2224.

FORMATION ET ÉDUCATION SYNDICALES



FORMATION ET ÉDUCATION SYNDICALES

MISSION

La mission du secteur de la formation et de l'éducation syndicales est d'outiller les personnes membres des exécutifs locaux ainsi qu'agentes de liaison et déléguées locales afin qu'elles puissent exercer adéquatement leurs fonctions syndicales.

L'équipe de la formation syndicale prépare, conjointement avec d'autres secteurs, des programmes de formation spécialisée et développe des programmes de formation s'adressant aux membres du conseil national et aux personnes conseillères syndicales.

Par le biais de ce secteur, l'APTS s'assure que ses membres soient au fait des développements récents dans les dossiers qui les concernent et qui affectent l'évolution des droits syndicaux ou professionnels dans le réseau.

ACTIVITÉS COURANTES

- Développement et coordination du programme de formations à l'intention des nouvelles personnes membres d'exécutifs locaux (présidentes, secrétaires, trésorières, déléguées locales, etc.) et des nouvelles personnes élues au national;
- conception et animation de formations dynamiques permettant le développement d'aptitudes et d'habiletés et pouvant être offertes à tou·te·s les membres de l'organisation;
- mise à jour et coordination de la formation pour les nouvelles personnes secrétaires et trésorières;
- élaboration et coordination des formations spécifiques pour répondre aux besoins circonstanciels de l'organisation (grève, mobilisation, surcharge, etc.);
- formation des personnes formatrices;
- collaboration à des comités et à divers travaux ponctuels de soutien avec les différents secteurs de l'APTS.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Pascale Leclair-Gingras

DIRECTION

Nadine Beaudoin
(Merlin Trottier-Picard)

COORDINATION

Joëlle Cuillierier
Marie-Ève Ouellet
Marie-Ève Coulombe (surcroît)
Carolynne Gagnon
Étienne Guérette
Mylène Bouchard
(Manon Gagnon,
Aïcha Kathoum Diop,
Elyse Guertin-Gallichan,
Andréa Perron,
Marsha Préfontaine)

SECRÉTARIAT

Ivica St-Louis
(Claudia Patenaude,
Catherine Guillaume,
Sacha Deveth-Lalande)

RÉALISATIONS 2023-2025

- Mettre en œuvre un chantier d'envergure de modernisation des pratiques de formation et d'éducation syndicales afin d'assurer le développement optimal des compétences au sein de l'organisation, à commencer par la consultation, amorcée en 2025, des parties prenantes;
- produire la toute première formation interactive et asynchrone de l'APTS, *L'essentiel en relations de travail : pour une initiation réussie*, destinée aux nouvelles personnes élues;
- déployer la Tournée régionale de formation 2024, portant sur l'environnement législatif et l'incarnation de notre discours féministe : 11 activités dans différentes localités et près de 300 personnes formées;
- piloter et enrichir de nombreux projets de formation, en collaboration avec l'ensemble des secteurs et services :
 - mobilisation;
 - maraudage — centre d'appels et pointage;
 - tournée précongrès;
 - système professionnel québécois;
 - élargissement des pratiques professionnelles;
 - IA et transition numérique, solution à tous les maux du réseau?;
 - surcharge de travail;
 - représentation et accompagnement;
 - environnement législatif;
 - accommodements raisonnables et ententes d'accommodement (2 blocs);
 - droits parentaux;
 - violence conjugale;
 - violences et harcèlement en milieu de travail;
 - ADS +;
 - incarner notre discours féministe;
 - introduction à la SST;
 - journées SST;
 - nouvelles personnes élues à l'exécutif local : comprendre, organiser, intervenir;
 - nouvelles personnes responsables locales en SST;
 - programme pour les nouvelles personnes élues nationales;
 - programme pour les nouvelles personnes élues locales;
 - module en ligne *Agora*;
 - module en ligne *L'essentiel en relations de travail : pour une initiation réussie*.

NÉGOCIATION NATIONALE



NÉGOCIATION NATIONALE

MISSION

La mission principale du secteur de la négociation nationale est de négocier et de conclure les dispositions nationales avec le gouvernement et les associations patronales, ainsi que d'intervenir lors de changements juridiques, structurels ou organisationnels dans le réseau de la santé et des services sociaux. Ce secteur est également responsable des représentations aux forums nationaux interrondes.

ACTIVITÉS COURANTES

- Négociation avec le gouvernement et les associations patronales afin de conclure les dispositions nationales;
- soutien de l'équipe de personnes conseillères syndicales dans l'application et l'interprétation des dispositions nationales, notamment au sein du Comité d'orientation des relations de travail;
- négociation des lettres d'entente relatives aux modifications des dispositions nationales et les conditions de travail des membres sur des sujets spécifiques qui ne sont pas prévus dans les dispositions nationales;
- suivi et actualisation des clauses de convention nouvellement négociées;
- étude du régime de négociation, suivi des lois régissant la négociation nationale et conduite des recours liés au régime de négociation;
- intervention auprès du comité patronal de négociation du secteur de la santé et des services sociaux (CPNSSS) afin de régler des différends reliés aux conditions de travail à l'aide du mécanisme permanent de négociation, du Comité paritaire permanent sur la sécurité d'emploi et du Comité permanent du PDRH;
- défense des intérêts des travailleur-se-s de la catégorie 4 lors des travaux intersyndicaux;
- participation aux travaux des comités consultatifs APTS;
- participation aux comités de travail paritaires nationaux issus de la dernière ronde de négociation et aux travaux qui y sont liés.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Joël Bélanger
(Josée Fréchette)

DIRECTION

Sébastien Paquin-Charbonneau
(Claude Internoscia)

COORDINATION

Nadia Lévesque
Charles-Alain Galarneau-
Vincent
Alexandre East
(Noëline Allard,
Jonathan Harmon)

PORTE-PAROLAT

Nadia Lévesque
Charles-Alexandre Bélisle

RECHERCHE

Marie-Anne Bleau
(François Desrochers)

SECRÉTARIAT

Roxane Laroche
(Guylaine Bossé)

RÉALISATIONS 2023-2025

Convention collective 2023-2028

- Conclure une entente de principe en décembre 2023;
- procéder à une tournée d'adoption de l'entente de principe (en collaboration avec le secteur de l'organisation syndicale);
- négocier et rédiger les textes à la suite de l'adoption de l'entente de principe;
- offrir des formations sur les nouveautés de la convention collective 2023-2028 aux personnes conseillère syndicales et élues locales;
- effectuer les suivis nécessaires à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions;
- siéger à 16 comités interrondes : réflexion sur le fonctionnement, travaux sur les objectifs de négociation de l'APTS et déploiement des 16 comités;
- faire le bilan de la négociation pour apporter les améliorations nécessaires aux processus de la prochaine ronde.

Réforme du régime de services essentiels (PL 89)

- Analyser le projet de loi et faire des recommandations à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale du Québec (mémoire et audience publique) pour améliorer celui-ci, parmi lesquelles la proposition de légalisation des moyens de pression administratifs (rejetée par le gouvernement).

Réforme du régime de négociation (PL 100)

- Sonder l'appareil interne sur les réformes souhaitées, analyser le projet de loi et faire des recommandations à la Commission des finances publiques de l'Assemblée nationale du Québec (mémoire et audience publique) : 6 propositions sur 8 adoptées par le gouvernement.

ORGANISATION SYNDICALE



ORGANISATION SYNDICALE

MISSION

Le secteur de l'organisation syndicale s'assure que l'APTS demeure le syndicat le plus représentatif du personnel professionnel et technique du RSSS, notamment en développant un sentiment d'appartenance envers l'APTS ainsi qu'une vie syndicale locale dynamique. Il a pour objectif de favoriser l'implantation de la culture et des structures de l'APTS dans toutes ses unités accréditées. Pour ce faire, il doit soutenir les personnes actives au plan local (conseillères, représentantes nationales, membres de l'exécutif local, déléguées locales, agentes de liaison) dans l'accomplissement de leurs fonctions, rôles et mandats.

ACTIVITÉS COURANTES

- Formation des élu·e·s sur les statuts et la coprésidence d'assemblée afin d'assurer une bonne maîtrise des règles et un leadership équilibré;
- soutien continu aux élu·e·s pour renforcer la cohésion, améliorer la communication et optimiser la collaboration au sein de leur équipe locale et ainsi faciliter leur fonctionnement et améliorer leur capacité d'action;
- soutien aux équipes locales et aux secteurs dans le développement de plans d'action et de mobilisation;
- contribution à l'élaboration de propositions concrètes pour moderniser les statuts et mieux défendre les membres;
- participation à l'élaboration et à l'amélioration des procédures, politiques et règlements pour rendre la vie syndicale plus fluide et efficace;
- coordination de la planification, la logistique, la communication et la participation afin de rassembler et mobiliser les membres autour des revendications en temps de négociation;
- organisation de la tournée des assemblées générales spéciales en temps de négociation;
- coordination de la distribution d'articles promotionnels aux membres et aux équipes locales.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Émilie Charbonneau
Caroline Marquis
Christine Prigent
(Josée Frechette)

DIRECTION

Valérie Blouin
(Maxime Beaudoin)

COORDINATION

Julie Déry-Lancop
Normand Pelletier
Françoise Provost
Stéphane Ross
Catheryn Roy-Goyette
Christophe Vaillancourt
Geoffroy Bruneau
(Marilyne Gagné)

SECRÉTARIAT

Nadège Henry
Lola Mirkhusainova

RÉALISATIONS 2023-2025

Mobilisation

- Participer à l'actualisation du plan d'action annuel de mobilisation en collaboration avec le comité national afférent;
- poursuivre l'implantation de la structure permanente de mobilisation, notamment par l'organisation et la tenue du 3^e appel de projets locaux de mobilisation;
- implanter un centre d'appels national pour mieux rejoindre les membres, déterminer leur niveau de mobilisation, faciliter la collecte et l'analyse d'information et mieux détecter les tendances, problèmes récurrents ou besoins émergents;
- collaborer avec les services informatiques au développement d'une plateforme de centralisation des données essentielles sur les membres (historique de contact, priorités exprimées, niveau de mobilisation, etc.);
- coordonner, en collaboration avec les partenaires syndicaux, l'organisation des États généraux du syndicalisme pour définir des priorités et tracer des pistes d'action communes en vue de l'amélioration des conditions de travail au Québec.

Dynamisation des instances locales et nationales

- Entreprendre un vaste chantier visant à apporter des changements structurants pour adapter le modèle syndical de l'APTS aux réalités actuelles et renforcer son efficacité pour les membres;
- contribuer à l'élaboration de normes relatives au ralliement et à la dissidence en instance — adoptées;
- contribuer à l'élaboration d'un règlement sur les procédures d'assemblée délibérante pour favoriser la clarté, l'efficacité et le caractère démocratique des instances — adopté;
- former les élu·e·s sur les statuts et la coprésidence d'assemblée.

Appartenance et syndicalisation

- Reconnaître la contribution professionnelle des membres en leur fournissant un t-shirt mettant en lumière leur titre d'emploi;
- accroître le taux de satisfaction des membres (65 % en 2024 contre 49 % en 2023);
- augmenter les taux d'adhésion à l'APTS dans les unités d'accréditation (87 % en 2025 contre 76 % en 2022).

ORGANISATION DU TRAVAIL ET ENJEUX PROFESSIONNELS



ORGANISATION DU TRAVAIL ET ENJEUX PROFESSIONNELS

MISSION

Le secteur de l'organisation du travail et des enjeux professionnels (SOTEP) se concentre particulièrement sur la défense des enjeux d'organisation du travail et professionnels ainsi que sur la revendication de conditions de pratique respectueuses des obligations et valeurs reliées à la profession. Par ses travaux, le SOTEP cherche à valoriser les professions des membres de l'APTS auprès du grand public et des dirigeant·e·s.

ACTIVITÉS COURANTES

Au plan politique

- Vigie des différent·e·s politiques et plans d'action gouvernementaux en lien avec les enjeux professionnels de la catégorie 4;
- rencontres des représentant·e·s des ministères, de Santé Québec et d'ordres professionnels afin d'intervenir sur les enjeux professionnels et d'organisation du travail;
- réseautage politique.

Sur le terrain

- Coordination des différents dossiers transversaux en collaboration avec les secteurs et services de l'APTS;
- coordination des groupes consultatifs spécifiques : Table nationale surcharge de travail et groupe d'intervention sur la charge de travail (GICT), Table nationale OPTILAB APTS qui est devenue la Table nationale des laboratoires de biologie médicale, Comité consultatif Soutien à domicile-Centre d'hébergement de soins de longue durée (SAD-CHSLD) qui est devenu le Comité consultatif de soins et services pour les personnes en perte d'autonomie (CSSPPA), Table nationale en imagerie médicale, radio-oncologie, électrophysiologie médicale et médecine nucléaire (IM-RO-EPM-MN), Comité consultatif Centres de réadaptation Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme (CRDI-TSA), Comité consultatif Centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), Comité consultatif des centres jeunesse (CCC));

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Christine Prigent (centres de réadaptation en dépendance (CRD), centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), centres de réadaptation en déficience intellectuelle-trouble du spectre de l'autisme (CRDI-TSA));

Caroline Marquis

(élargissement des pratiques professionnelles);

Sébastien Pitre

(mission jeunesse, intelligence artificielle/transformation numérique, planification de la main-d'œuvre, charge de travail),

Pascale Leclair-Gingras

(promotion des professions, laboratoires et imagerie médicale, radio-oncologie, électrophysiologie médicale et médecine nucléaire);

Émilie Charbonneau

(soins et services aux personnes en perte d'autonomie); (Sandra Etienne, Josée Fréchette)

DIRECTION

Nadine Beaudoin
(Merlin Trottier-Picard)

COORDINATION

Julie Desrosiers
(Audrée Debellefeuille-Dunberry)
Maxime Vallée-Landry
Patrick Véronneau
Christian Constantin

RECHERCHE

Bertrand Schepper
Samuel Cossette
Carine Ibrahim

SECRÉTARIAT

Frank Lapointe
Josée Tremblay
Amélie Desjardins

- développement des outils d'information, de formation et de soutien;
- conseil aux membres du CE ainsi qu'aux personnes représentantes nationales et conseillères;
- collaboration avec différent·e·s chercheur·se·s externes.

RÉALISATIONS 2023-2025

Élargissement des pratiques professionnelles (EPP)

- Doter toutes les parties prenantes de l'APTS d'une connaissance fonctionnelle du système professionnel québécois et du concept de l'EPP par le biais de formations et de présentations dans le cadre du camp syndical et de conseils syndicaux;
- analyser le projet de loi n° 67, *Loi modifiant le Code des professions pour la modernisation du système professionnel et visant l'élargissement de certaines pratiques professionnelles dans le domaine de la santé et des services sociaux*, et faire des recommandations à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale du Québec (mémoire) et au cabinet de M^{me} LeBel pour améliorer celui-ci.

Charge de travail

- Outiller les membres en situation de surcharge par le biais d'une série de fiches informatives.

Laboratoires de biologie médicale

- Procéder à une tournée provinciale des laboratoires;
- organiser et tenir la journée *En avant pour l'avenir des laboratoires* réunissant la majorité des partenaires du milieu;
- rédiger et fédérer plusieurs partenaires du milieu autour d'une *Déclaration pour l'avenir des laboratoires* lors de sa diffusion;
- coordonner avec d'autres acteur·rice·s de ce secteur clinique des interventions publiques, notamment sur la survie de certains laboratoires en région, dont celui de Maria, et sur l'implantation chaotique du système d'information dans les laboratoires.

Imagerie médicale, radio-oncologie, électrophysiologie médicale et médecine nucléaire

- Favoriser la récolte d'information, la concertation et l'arrimage des travaux intersectoriels par la création de la Table nationale IM-RO-EPM-MN.

Continuum de soins et de services aux personnes âgées

- Analyser la nouvelle politique de soutien à domicile et faire des recommandations à la Ministre responsable des Aînés (mémoire et participation à la consultation ministérielle et à la journée de concertation).

Planification de la main-d'œuvre

- Développer une base de données sur la planification de la main-d'œuvre (PMO) dans le RSSS afin de mieux comprendre les phénomènes de pénurie et les défis rencontrés par les différents secteurs de soins.

Intelligence artificielle et transition numérique

- Opérer, dans le cadre d'un groupe d'intervention dédié, une vigie de l'évolution du déploiement du dossier santé numérique (DSN) dans les régions-vitrines;
- soutenir les équipes locales concernées par ce déploiement dans le cadre de leurs représentations auprès de l'employeur;
- participer à des travaux scientifiques, aux consultations ministérielles et à la réflexion en intersyndicale sur l'impact des systèmes d'intelligence artificielle sur le droit et l'organisation du travail.

Lanceur-se-s d'alerte

- Analyser le projet de loi n° 53, portant sur la protection contre les représailles liées à la divulgation d'actes répréhensibles, et faire des recommandations à la Commission des finances publiques (mémoire et audience publique).

Promotion des professions

- Valoriser les différentes professions représentées par l'APTS par le biais d'une campagne illustrée originale et dynamique.

RELATIONS DE TRAVAIL



RELATIONS DE TRAVAIL

MANDAT

Peu importe la taille ou la localisation de l'unité de négociation, le service aux membres et aux exécutifs locaux — volet des relations de travail — de l'APTS assure un service accessible et personnalisé qui tient compte des spécificités professionnelles de ses membres.

L'approche utilisée par les personnes conseillères syndicales dans le traitement des dossiers se veut souple, proactive et adaptée à la réalité locale de chaque établissement. Elles ne sont pas employées par l'établissement, ce qui favorise un traitement impartial et objectif des dossiers de relations de travail. De plus, la structure du syndicat permet à l'APTS d'avoir une vision nationale des problèmes de relations de travail. Le service est aujourd'hui formé d'une vaste équipe de professionnel-le-s chevronné-e-s, soutenu-e-s par une coordination efficace qui assure des orientations et des stratégies intégrées pour l'ensemble des unités de négociation APTS. Le tout est doublé d'un ensemble de mesures structurantes de développement et de perfectionnement professionnel qui permet de développer une expertise homogène de pointe en relations de travail.

ACTIVITÉS COURANTES

Répondre aux demandes des membres et des exécutifs locaux pour tout ce qui a trait à la convention collective ainsi qu'aux différentes lois du travail ou sociales et intervenir dans les situations problématiques entre les employeurs et les personnes salariées :

- interprétation et application de la convention collective et des lois du travail et sociales;
- conduite des griefs et des recours appropriés;
- représentations devant les employeurs et les instances appropriées;
- plaidoiries dans certains dossiers liés à la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (LATMP);
- négociation des ententes avec l'employeur pour résoudre les litiges;
- éducation syndicale et soutien en organisation du travail dans tous les secteurs APTS de l'établissement;
- évaluation des problèmes et mise au point de stratégies d'intervention, de soutien et de défense en relations de travail;
- négociation des dispositions locales et des arrangements locaux en collaboration avec les membres de l'exécutif local;

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Sébastien Pitre
(Joël Bélanger)

DIRECTION DES SERVICES AUX MEMBRES ET EXÉCUTIFS LOCAUX

Mélissa Lacroix
Sébastien Paquin-Charbonneau
Julie Rioux
Sylvain Sirois
Lisa Vachon

COORDINATION

Bureau de Québec

Charles-Alexandre Bélisle
Marie-Ève Bouchard
Anick Gilbert
Raphaël Veilleux-Patry

Bureau de Longueuil

Laurence Beaulac
Édith Demers
Marie-Eve Denicourt
Cindy Labrecque
Claudie Legros
Stéphane Gagnon
Marc-Antoine Séguin
Thomas Tousignant
(Pierre Collin,
Laurence Laperrière-Galien,
Michael Quinn)

SECRÉTARIAT

Catherine Guillaume
Karyne Parent
(Lisa Duguay,
Marie-France Vézina)

- information des membres de leurs droits par le biais de diverses communications et formations;
- formation des nouvelles personnes élues locales en matière de relations de travail;
- participation à la vie syndicale locale en collaboration avec la personne représentante nationale et les membres de l'exécutif local;
- création de structures, mécanismes et forums de soutien et d'échange pour développer et maintenir une expertise de pointe en relations de travail, dont le Séminaire en relations de travail.

RÉALISATIONS 2023-2025

Négociation nationale

- Apporter un soutien technique dans le cadre de la négociation nationale et évaluer les textes;
- mener la négociation des services essentiels;
- collaborer à la gestion de la grève et participer à la cellule interne de grève;
- former les personnes conseillères et les exécutifs locaux en lien avec l'entrée en vigueur des dispositions nationales 2023-2028;
- analyser les projets de loi n° 89 (*Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out*) et n° 100 (*Loi sur la négociation et la détermination des conditions de travail requérant une coordination nationale notamment dans les secteurs public et parapublic*) et faire des recommandations à la Commission de l'économie et du travail et à la Commission des finances publiques (mémoires et audiences publiques pour le projet de loi n° 100).

Droit du travail

- Analyser le projet de loi n° 101 (*Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail*) et faire des recommandations à la Commission de l'économie et du travail (mémoire et audience publique);
- gérer les dossiers au tribunal administratif du travail et assumer une prise en charge complète des recours liés à la LATMP.

Arbitrages

- Améliorer le processus de coordination des arbitrages de griefs afin d'assurer une meilleure cohérence et une plus grande efficacité devant les tribunaux d'arbitrage, particulièrement pour les dossiers à portée nationale.

Harcèlement psychologique et sexuel

- Mettre sur pied un projet pilote visant à créer une équipe de personnes enquêtrices pour ces dossiers.

LE MANDAT EN CHIFFRES

	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2024
Griefs		
Griefs actifs	14 273	15 322
Griefs déposés	3 831	4 685
Griefs réglés	4 287	3 636
Employeur a fait droit au grief	438	427
Griefs accueillis	55	43
Griefs rejetés	72	67
Griefs réglés par entente	2 018	1 548
Griefs retirés	1 704	1 551
Décisions rendues		
Arbitrage de griefs	64 (35 gagnées, 29 perdues)	74 (50 gagnées, 24 perdues)
Tribunal administratif du travail – RT	9 (7 gagnées, 2 perdues)	6 (5 gagnées, 1 perdue)
Révisions judiciaires – Cour supérieure	4 (3 gagnées, 1 perdue)	4 (2 gagnées, 2 perdues)
Révisions judiciaires – Cour d’appel	2 (2 gagnées)	2 (2 gagnées)
Révisions judiciaires – Cour suprême	0	0

SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL



SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL

MISSION

La mission du secteur est la prévention de la santé et de la sécurité du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux. Ainsi, les ressources du secteur fournissent des outils aux personnes conseillères syndicales et aux exécutifs locaux afin de les aider à identifier les risques présents dans les milieux de travail, de manière à pouvoir intervenir de façon préventive pour en exiger l'élimination.

En plus de se tenir à l'affût des nouveautés en santé et sécurité du travail (SST), le secteur assure une vigie des politiques gouvernementales et patronales en la matière. De plus, il tisse des liens avec différents organismes pour déceler, étudier, prévenir et éliminer les risques en SST dans différents secteurs d'activité touchant les membres de l'APTS.

Le secteur revendique des améliorations au régime de prévention (la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* — LSST — et ses règlements) et intervient publiquement afin de les réclamer.

ACTIVITÉS COURANTES

- Réponse aux questions et demandes d'information sur la SST des exécutifs locaux et des membres des comités paritaires en santé et sécurité du travail;
- soutien des personnes conseillères syndicales dans leurs démarches en SST;
- recherches et analyses jurisprudentielles, notamment en matière du droit au retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite;
- collaboration avec les différents secteurs de l'APTS;
- information des instances des développements en SST;
- formations aux personnes responsables locales en SST;
- développement des outils et des campagnes SST;
- participation à l'Intersyndicale SST et à des coalitions syndicales et populaires visant l'amélioration des conditions de santé et de sécurité du travail;
- coordination du Comité national SST;
- animation des échanges et des forums de discussion créés par le secteur de la SST pour les personnes responsables locales en SST;
- occupation de deux sièges au conseil d'administration de l'ASSTSAS.

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Joël Bélanger
Christine Prigent

DIRECTION

Julie Rioux
(Merlin Trottier Picard)
Mélissa Lacroix

COORDINATION

Esther Gagnon
Laurence De La Sablonnière
Marsha Préfontaine

SECRÉTARIAT

Josée Tremblay
Mélanie Dugas
(Denyse Ponton)

RÉALISATIONS 2023-2025

Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail (LMRSST)

- Soutenir les équipes locales dans le déploiement des mécanismes de prévention et de participation par la création d'outils et l'organisation de rencontres d'information;
- collaborer avec les différentes parties prenantes en vue d'une implantation réussie du nouveau régime en SST (Intersyndicale, ministre du Travail, CNESST, direction des établissements, comité sur le suivi des mécanismes de prévention et de participation, etc.);
- créer et dispenser une formation d'introduction à la SST pour informer et mobiliser l'équipe locale dans son ensemble;
- élaborer la campagne *Pas de risque à prendre!* dans le cadre de la semaine nationale de la SST 2024 pour sensibiliser les membres au rôle qu'il-elle-s peuvent jouer dans l'identification, l'élimination ou le contrôle des risques en milieu de travail.

Loi visant l'amélioration de certaines lois du travail (PL 101)

- Analyser le projet de loi et faire des recommandations à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale du Québec (mémoire et audience publique).

Violence et harcèlement en milieu de travail

En collaboration avec le secteur de l'action féministe et celui de la formation et de l'éducation syndicales:

- analyser le projet de loi n° 42 (*Loi visant à prévenir et à combattre le harcèlement psychologique et la violence à caractère sexuel en milieu de travail*) et contribuer aux recommandations faites à la Commission de l'économie et du travail de l'Assemblée nationale du Québec (mémoire);
- élaborer un guide et une formation sur les violences et le harcèlement destiné-e-s aux équipes locales.

Journées SST

- Organiser et tenir la première édition des journées SST en 2023, puis une deuxième édition en 2024.

Sommet SST

- Animer trois ateliers lors du Sommet SST : *Femmes en SST*, *Mobilisation autour de la SST dans le secteur privé : recettes gagnantes* et *Mobilisation autour de la SST dans le secteur public : recettes gagnantes*.

SÉCURITÉ SOCIALE



SÉCURITÉ SOCIALE

VOLET ASSURANCE

MISSION

La mission du secteur de la sécurité sociale, volet assurance collective, est d'offrir aux membres un régime d'assurance collective qui répond à leurs besoins. Les ressources du secteur doivent également assurer la pérennité du régime d'assurance, l'application du contrat et tenter de régler tout problème en découlant. Elles apportent un soutien aux personnes conseillères syndicales et aux membres dans les dossiers d'assurance, notamment en cas d'invalidité.

ACTIVITÉS COURANTES

- Soutien des personnes conseillères syndicales pour tout problème en matière d'invalidité, d'interprétation du contrat d'assurance et d'application de l'article 30 des dispositions nationales;
- accompagnement en cas de litige avec l'assureur et réponse aux questions concernant l'absence pour invalidité indemnisée par l'assureur;
- renouvellement annuel des primes d'assurance en fonction des données transmises par l'assureur, vérification de l'utilisation des différentes couvertures afin de négocier les primes les plus justes possible;
- évaluation des avantages et inconvénients d'aller en appel d'offres auprès des différents assureurs;
- promotion des différents moyens existants afin de minimiser les hausses de tarification et explication des principes entourant l'assurance collective;
- vigie des actualités économiques et politiques pouvant avoir une incidence sur notre régime d'assurance et soutien au secteur sociopolitique pour la défense d'un régime d'assurance médicaments public et universel.

RÉALISATIONS 2023-2025

- Préparer les renouvellements annuels du contrat d'assurance collective;
- analyser le service de réadaptation offert par l'assureur pour les cas d'invalidité de longue durée;

RESPONSABILITÉ POLITIQUE

Sébastien Pitre

DIRECTION

Sylvain Sirois

COORDINATION

Pierre-Marc Boivin

Jennifer Lavoie

Sarah Marcoux

TECHNIQUE

Catherine Lévesque

SECRÉTARIAT

Annick Bélanger

- actualiser les garanties du contrat d'assurance de manière efficiente compte tenu des besoins et de la capacité financière des membres.

VOLET RETRAITE

MISSION

La mission du secteur de la sécurité sociale, volet retraite, est d’offrir de l’information et d’accompagner les membres, les conseiller·ère·s, le secteur de la négociation et les personnes représentantes nationales pour toute question ou litige concernant le Régime de retraite du personnel employé du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).

ACTIVITÉS COURANTES

- Défense des membres dans les dossiers litigieux du RREGOP et service direct, notamment en leur fournissant des estimations de rentes;
- transmission d’information et d’outils aux membres, notamment par le biais du webinaire *Pour mieux comprendre le RREGOP et les autres prestations de retraite*;
- soutien aux personnes conseillères et représentantes nationales dans la gestion des enjeux qui touchent le régime de retraite des membres;
- siège au Comité RREGOP et participation à différents sous-comités sur des questions touchant nos membres;
- participation aux débats politiques et sociaux entourant la sécurité du revenu des personnes retraitées et vigie des actualités économiques pouvant les affecter.

Statistiques pour le secteur de la sécurité sociale			
	Nombre de rencontres	Nombre de participant·e·s	Nombre d’estimations
Rencontres RREGOP			
Année 2023 : webinaire	7 (dont une en anglais)	1 021	
Année 2024 : webinaire	5	1 365	
Estimations de rente			
Année 2023			191
Année 2024			195



Siège social

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 1255
Longueuil, Québec J4K 5G4
Tél. 450 670-2411 ou 1 866 521-2411
Télé. 450 679-0107 ou 1 866 480-0086

Bureau de Québec

1305, boul. Lebourgneuf, bureau 200
Québec, Québec G2K 2E4
Tél. 418 622-2541 ou 1 800 463-4617
Télé. 418 622-0274 ou 1 866 704-0274

www.aptsq.com • info@aptsq.com